

Publié le 2 septembre 2021

La croissance du deuxième trimestre revue à la hausse par l'Insee, mais des points de vigilance

Dans le cadre de son activité de suivi de la conjoncture économique et des travaux des institutions publiques ou privées y faisant référence, la Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl) continue de mettre en avant les éléments les plus pertinents, afin de mieux comprendre l'environnement dans lequel évoluent les Sociétés d'économie mixte (Sem), les Sociétés publiques locales (Spl) et les Sociétés d'économie mixte à opération unique (SemOp).



A la suite de la publication d'une littérature abondante au cours de la période estivale, notamment fournie par **l'Insee et la Banque de France**, il convient de revenir sur les principaux enseignements témoignant d'une situation moins alarmante qu'attendue et d'une reprise soutenue de l'activité économique nationale. Des obstacles se font cependant jour et pourraient ralentir la croissance dans les prochaines semaines et les prochains mois.

La multiplication des signaux positifs pour l'économie française

A la fin du mois d'août, l'Insee a revu ses estimations de croissance au second trimestre de l'année 2021. **Après un début d'année stable, l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) s'est établie à + 1,1 %, soit 0,2 point de plus qu'escompté.** Avec un acquis de croissance de 4,8 % à la fin juin, l'économie française pourrait retrouver son niveau d'avant-crise dès la fin de l'année

2021. Dans la perspective d'atteindre cette trajectoire, l'activité devait rester stable en juillet et en août dans l'ensemble des secteurs, selon la Banque de France. **L'hôtellerie-restauration devrait poursuivre son redressement, malgré des fortunes diverses selon les zones géographiques.**

En sus de la croissance, les résultats observés concernant **les défaillances d'entreprises et le nombre de personne sans emploi** sont également positifs. Alors que les faillites d'entreprises étaient attendues en hausse en 2020, elles ont finalement baissé de 38 % par rapport à 2019. Les conséquences sur l'emploi ont dès lors été encourageantes. Après avoir augmenté de 0,5 % entre janvier et mars, l'emploi salarié privé a progressé de 1,2 % au deuxième trimestre 2021, permettant de revenir au niveau d'avant-crise sanitaire.

Des contrastes à l'amorce du second semestre de l'année 2021

En dépit de ces nombreux signaux encourageants, **l'enthousiasme est tempéré concernant le second semestre de l'année**. Tout en restant à un niveau élevé, **le moral des chefs d'entreprise a baissé pour le deuxième mois consécutif selon l'Insee**. Les perspectives d'activité semblent moins favorables dans les prochains mois, une fois que les effets de rattrapage dans les différentes branches d'activités se seront estompés. Le **sentiment que « le pic d'accélération de la croissance [soit] sans doute en train de passer »** – pour reprendre les propos de **Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo BHF, dans Les Echos** – semble s'installer.

Il n'en reste pas moins que le troisième trimestre devrait s'avérer solide comme le montre le dernier point sur la conjoncture de la Banque de France. L'activité a été stable en juillet et en août, dans l'industrie et dans le bâtiment, comme dans les services marchands qui ont bénéficié du rebond observé dans l'hébergement et la restauration. **La situation de trésorerie des entreprises continue de décrire une conjoncture favorable**, tandis que des hausses d'investissement sont prévues, notamment dans l'industrie. Les prévisions de croissance nationale pourraient être réévaluées dans les prochaines semaines.

Le spectre de la fin des dispositifs d'aide institutionnels mais pas seulement

Des obstacles se dressent toutefois en cette période de reprise de l'activité économique. Dans une situation sanitaire stabilisée mais fragile, **la production est aujourd'hui pénalisée par l'inflation inhérente aux pénuries** – de bois, d'acier, de puces électroniques, de fret maritime – induites par la mise en place de mesures de restriction sanitaires partout dans le monde. Selon la Banque de France, **la part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement a augmenté pour le troisième mois consécutif** et atteint 49 % dans l'industrie et 60 % dans le bâtiment. D'autres difficultés apparaissent s'agissant de la main-d'œuvre. Alors que des pertes de productivité ont été enregistrées dans certaines branches en raison du recours massif et durable à

l'activité partielle, **de plus en plus d'entreprises rencontrent des difficultés de recrutement**. 48 % des dirigeants d'entreprise en faisaient état en juillet 2021. Ces difficultés sont autant de freins à l'atteinte de la croissance potentielle.

S'y ajoute la **diminution des marges de manœuvre des Etats**. Si nombre d'entre eux sont intervenus pour soutenir l'activité économique et accompagner la reprise, leurs possibilités d'action ne sont pas infinies. Les politiques monétaires et budgétaires vont sans doute être moins expansionnistes. A l'échelle nationale, après un effort substantiel depuis mars 2020, **le 1^{er} septembre 2021 marque la restriction des dispositifs d'aides publiques**, qui sont désormais réservées aux secteurs et aux territoires directement impactés par les mesures liées à la pandémie.

[En savoir +](#)

Par Esteban PRATVIEL